



**Fédération S.E.P.A.N.S.O. LANDES**

Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (Landes)  
1581 route de Cazordite, 40300 CAGNOTTE

*De la Nature et des Hommes*

[www.sepanso40.fr](http://www.sepanso40.fr)



**Communiqué de presse – 10 avril 2019**

**Documentaire sur la pêche interdit de projection :  
La SEPANSO affiche sa solidarité  
avec les organisateurs victimes de la censure.**

**C'est probablement une première à Capbreton** : un film programmé le 20 avril 2019 au cinéma le *Rio* a été déprogrammé sous la pression des autorités locales. Est-ce un film aux images insoutenables sur les morts-vivants, ou une enquête sans fard sur les pratiques violentes de la mafia, ou encore un court-métrage se prêtant à l'apologie des drogues dures ?

Pas du tout, **il s'agit d'un documentaire**, déjà diffusé sur Canal +, **posant la question des ressources de nos océans**, ressources qui tendent à se raréfier de plus en plus. « **La bataille de la ressource** » est un documentaire de la chaîne *Seasons* qui s'interroge sur les différents types de pêche, récréative ou commerciale, au regard des ressources qui s'amenuisent.

Les pressions inopportunes du maire et de la gendarmerie nationale sur l'exploitant de la salle ont créé un climat de crainte et de peur de nature à porter atteinte à la liberté d'expression. L'exploitant a dû se résigner à annuler la séance. Les censeurs ont ainsi obtenu gain de cause. Il est inacceptable qu'une poignée de pêcheurs fasse régner la terreur dans cette commune par les menaces « d'en venir aux mains » et les exactions liberticides.

Que dissimule ce documentaire que les landais ne doivent pas voir ? Y aurait-il un sujet tabou que la caméra n'aurait pas du explorer ?

C'est le maire qui a également porté cette atteinte grave à une liberté fondamentale inscrite dans la Déclaration des droits de 1789. Faute d'exercer ses responsabilités en interdisant la projection par arrêté municipal, s'il l'estimait nécessaire, au motif qu'il ne pouvait pas faire face à d'éventuels troubles à l'ordre public. En réalité, le 6 avril, il a bien trouvé une vingtaine de gendarmes pour parer à tout risque engendré par une manifestation de Gilets jaunes (250 personnes). Donc il avait aussi les moyens de permettre la projection de ce documentaire sous la protection de la gendarmerie. Il a choisi la censure par la pression sur l'exploitant. Décidément, à Capbreton, on prend l'habitude de sortir de l'Etat de droit.

.../...

Dans une situation où les réserves marines et sous-marines tendent à se raréfier et où les stocks sont en deçà des seuils de précaution, il est important que de tels documentaires puissent être présentés localement. Des intervenants doivent pouvoir prolonger le débat en se fondant sur des chiffres officiels. On doit pouvoir mettre à la disposition du grand public des informations destinées éclairer son jugement. Chacun a le droit à une information d'intérêt public et chacun est majeur pour faire la part des choses.

Par conséquent, la SEPANSO affiche sa solidarité totale avec les organisateurs, l'association ADRM (Association de défense des Ressources Marines) et les différents partenaires de cet événement.

La SEPANSO estime que ce documentaire doit être reprogrammé rapidement au *Rio* au nom de la liberté d'expression. Si le maire estime que certains risques existent, alors il doit prendre toutes mesures pour assurer la sécurité des personnes, des biens publics et garantir la liberté d'expression à Capbreton qui en a bien besoin.

**Pour Georges CINGAL, président de la Fédération SEPANSO Landes,**

*« De même que lorsque le GIEC est venu présenter à Capbreton les pronostics sur l'élévation du niveau de la mer, les citoyens ont droit à une information documentée sur les réserves de pêche et l'impact des différentes pratiques sur le stock de pêche.*

*Le maire doit garantir la liberté d'expression à Capbreton sans céder aux menaces et aux menées violentes d'irresponsables. L'océan est notre bien commun. Il est important de fournir au public intéressé une information complète et d'ouvrir un débat sur ce sujet important, tant qu'il en est encore temps. Nous le devons à nos enfants. Si l'océan meurt, nous n'y survivrons pas.*

*Tous les sondages sont constants : les Français ne se reconnaissent pas dans ces excès de violence, ils veulent avoir accès à toute information d'intérêt public ».*

### **Contact presse :**

Georges CINGAL

Président Fédération SEPANSO Landes

Secrétaire Général Fédération SEPANSO Aquitaine

+33 5 58 73 14 53

[georges.cingal@wanadoo.fr](mailto:georges.cingal@wanadoo.fr)

<http://www.sepanso40.fr>